

# ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

---

## Informations du Guatemala

5° année / N°210

du 27 février au 5 mars 1987

### POLITIQUE

Le dialogue avec l'insurrection passe par l'armée  
Rotation de postes dans l'armée  
Dramatique situation des droits de l'homme  
CDHG : L'armée bombarde la population civile  
Intimidation envers un groupe humanitaire en formation  
Un dirigeant paysan enlevé  
Un syndicaliste enlevé  
Un syndicaliste assassiné  
La police reconnaît des détentions illégales  
Le gouvernement émet des réserves sur un traité humanitaire  
Le mécontentement contre Cerezo croît  
PSD : La réforme agraire est la seule solution  
Fin de la tournée présidentielle en Amérique du sud  
Le président du Mexique se rendra au Guatemala

### ECONOMIE

Les ministres centraméricains se réunissent à Managua

### INSURRECTION

Un officier et sept soldats meurent au combat  
20 actions insurrectionnelles

### MOUVEMENT POPULAIRE

La création d'un syndicat unique des travailleurs est proposée  
Menace de grève  
Que les coupables soient châtiés

### SITUATION SOCIALE

Des produits laitiers contaminés

### DROITS DE L'HOMME

La social-démocratie refuse de participer à une commission gouvernementale  
La répression gouvernementale toujours en vigueur  
Cinq personnes torturées et assassinées  
Un étudiant et deux mineurs enlevés

### REFUGIES

Les réfugiés ne doivent pas rentrer  
Les réfugiés : Nous ne croyons pas aux promesses du gouvernement

4° P. 12315

POLITIQUE

LE DIALOGUE AVEC L'INSURRECTION PASSE PAR L'ARMEE

D'après une déclaration du 25 février du général Hector Gramajo, ministre de la Défense, l'initiative du dialogue avec l'insurrection relève du président ; cette décision doit être soutenue par l'armée et coordonnée par les hauts commandements des forces armées. "Nous le (le président Cerezo) conseillerons dans cette affaire", a déclaré Gramajo ; il a par ailleurs ajouté que, si l'armée est actuellement suffisamment équipée, elle a besoin de moyens de transports terrestres, aériens et maritimes.

Le même jour, Elliot Abrams, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux questions interaméricaines a déclaré à Washington que le gouvernement nord-américain solliciterait du Congrès l'octroi pour 1988 d'une assistance militaire d'un montant de 7,6 millions de US dollars ; l'aide sera consacrée aux transports terrestres et aériens au Guatemala.

ROTATION DE POSTES DANS L'ARMEE

Le 27 février, le lieutenant colonel Roberto Letona, porte-parole de l'armée a informé d'une rotation des postes aux plus niveaux de la hiérarchie militaire, après la nomination du général Hector Gramajo en tant que ministre de la Défense.

Les nominations les plus importantes sont les suivantes : le colonel d'infanterie Otto Erick Ponce à la tête du quartier général de l'armée, le colonel Leonel Bolanos Chavez à la direction du quartier "Guardia de Honor", le colonel Pablo Nuila Hub à la direction du centre d'études militaires, le colonel Jaime Rabanales comme commandant de la zone militaire de Santa Cruz del Quiché, le colonel Byron Lima Estrada au commandement de la zone militaire de El Peten et le colonel Julio Cesar Ruano Herrera à la direction de la police militaire mobile.

DRAMATIQUE SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

Selon un délégué latino-américain de la XLI assemblée de la Commission des Droits de l'Homme des Nations unies (CDH/ONU), cité le 1er mars par le journal mexicain Excelsior, la situation des droits de l'homme au Guatemala, au Salvador et au Chili est dramatique, bien que certains "essaient d'arrêter l'hémorragie avec un doigt". Toujours selon la même source, la majorité des participants de la réunion de Genève (Suisse) considère que la situation est toujours "grave" et sans changements substantiels ces derniers mois.

L'Excelsior rapporte les propos d'une publication latino-américaine selon lesquels les rapporteurs spéciaux envoyés dans ces pays "cherchent désespérément une évolution" mais ne peuvent ignorer la pratique de tortures, d'enlèvements, la disparition des détenus, les assassinats ainsi que les autres violations des libertés fondamentales, violées en masse.

#### CDHG : L'ARMEE BOMBARDE LA POPULATION CIVILE

Dans un communiqué diffusé le 25 février, la CDHG affirme que des hélicoptères et des avions de la force aérienne guatémaltèque ont bombardé les 12 et 14 février les lotissements "la 14", "Mayaland" et le "centro Nueva Linda" de la municipalité de Ixcán, dans le département du Quiché (nord-ouest du pays). Les militaires venaient de la zone militaire 22, basée à Playa Grande, commandée par le colonel Guido Abdala, qui mène depuis la fin janvier une intense campagne d'intimidation à l'égard des populations installées aux alentours de la zone.

#### INTIMIDATION ENVERS UN GROUPE HUMANITAIRE EN FORMATION

Le 28 février, on a appris par la presse locale l'agression, deux jours auparavant, de l'avocate Leticia Molina Martinez, membre d'un groupe ayant exprimé le projet de constituer une section guatémaltèque d'Amnesty International ; elle a été rouée de coups par deux hommes lui intimant l'ordre de quitter le pays, dans le centre de la capitale.

Le 4 mars, on a appris la disparition d'un autre membre du groupe, Luis Sosa, qui a été vu pour la dernière fois le 2 mars près de sa résidence, dans le nord de la capitale.

#### UN DIRIGEANT PAYSAN ENLEVE

Juan Tocay a été enlevé le 18 février dans la localité de San Sebastián Retalhuleu, par des hommes armés identifiés comme membres de la police ; selon la dénonciation, le dirigeant paysan a été retenu sans mandat durant 8 heures, obligé de boire un liquide non identifiable et interrogé ; on l'a menacé de mort au cas où il continuerait à demander des terres.

#### UN SYNDICALISTE ASSASSINE

Victor Alfredo Urrutia Mendizabal, 37 ans, dirigeant syndical et sportif, a été assassiné par balles dans la nuit du 22 février à Escuintla (sud du pays), a-t-on appris par la presse locale le 27 février. Le dirigeant syndical a été agressé en présence d'autres personnes qui n'ont échappé aux balles qu'en se jetant au sol.

#### LA POLICE RECONNAIT DES DETENTIONS ILLEGALES

Des employés de la direction générale des postes ont déclaré avoir subi des abus, violences et été illégalement détenues par un groupe d'agents de la brigade d'enquêtes spéciales et des narcotiques (BIEN). Le colonel Julio Caballeros, directeur général de la police a annoncé le transfert de cette brigade à côté de son propre bureau "pour mieux les contrôler" ; si de nouvelles arrestations illégales ont lieu "je m'en rendrai compte".

La BIEN a été constituée en 1986 en remplacement du département d'enquêtes techniques (DIT, police politique).

#### LE GOUVERNEMENT EMET DES RESERVES SUR UN TRAITE HUMANITAIRE

Le gouvernement du président Vinicio Cerezo a émis des réserves de fond sur l'article 8 de la Convention interaméricaine visant à prévenir et sanctionner la torture, ratifiée par le Guatemala en janvier dernier. La réserve porte sur le fait qu'une fois que la législation interne a absout un délinquant du délit de torture, celui-ci ne pourra être soumis à aucune instance internationale.

Selon plusieurs organismes humanitaires, cette disposition viole la déclaration universelle des droits de l'homme de 48, les conventions Genève de 1949 et le pacte international des droits civils et politiques de 1966.

#### LE MECONTENTEMENT CONTRE CEREZO CROIT

D'après l'hebdomadaire d'Allemagne fédérale "Vorwaerts", numéro du 28 février, le mécontentement vis-à-vis de la gestion du président Cerezo a augmenté au Guatemala, car celui-ci n'a pas tenu sa promesse quant à la distribution des terres.

La situation alimentaire au Guatemala a empiré ; environ 90% de la population est sous-alimentée.

#### PSD : LA REFORME AGRAIRE EST LA SEULE SOLUTION

Dans une analyse connue le 24 février, le Parti Socialiste Démocratique (PSD) estime que la réforme agraire est la seule solution aux problèmes "centenaires" du secteur agricole guatémaltèque.

Pour les sociaux-démocrates, la réforme agraire ne signifie pas étatisation, mais une plus grande distribution des terres à des personnes privées, individuelles et collectives ; cette réforme pourrait être réalisée par la création d'un fonds des terres nationales inexploitées et de terres achetées sur le marché, sur la base d'une évaluation fiscale.

#### FIN DE LA TOURNEE PRESIDENTIELLE EN AMERIQUE DU SUD

Le président Cerezo a terminé la visite officielle qu'il effectuait en Uruguay, au cours de laquelle il eut plusieurs entretiens avec son homologue uruguayen Julio Maria Sanguinetti ; des conventions dans les secteurs commerciaux, techniques et scientifiques ont été conclues et des concordances de vue sur les problèmes internationaux trouvées.

Cerezo a quitté le pays le 2 mars et réalisé une escale technique à Brasilia où il a eu un bref entretien avec le président brésilien José Sarney.

Au cours de son séjour à Montevideo, Cerezo avait fait savoir que son gouvernement était prêt à intégrer le groupe de Cartagena, composé des 11 nations latino-américaines les plus endettées.

#### LE PRESIDENT DU MEXIQUE SE RENDRA AU GUATEMALA

On a appris de source officielle le 26 février que le président mexicain Miguel de la Madrid se rendrait en visite au Guatemala du 8 au 10 mars ; sa venue sera précédée d'une rencontre de 16 ministres des deux pays pour analyser les relations politiques, économiques, technologiques et culturelles.

L'information, divulguée simultanément par le secrétariat des Relations Extérieures du Mexique et le ministère équivalent au Guatemala, précise que la tournée fait suite à la visite du président guatémaltèque au Mexique en juillet 1986.

#### ECONOMIE

#### LES MINISTRES CENTRAMERICAINS SE REUNISSENT A MANAGUA

Le bureau de presse de la présidence du Guatemala a fait savoir le 3 mars que les ministres de l'Economie des cinq pays centraméricains se réuniraient du 13 au 14 mars à Managua, Nicaragua, afin de chercher des moyens de réactiver le Marché Commun Centraméricain. Le MERCOMUN fonctionne actuellement par le biais d'accords bilatéraux passés entre ses cinq membres.

#### INSURRECTION

#### UN OFFICIER ET SEPT SOLDATS MEURENT AU COMBAT

Le lieutenant-colonel Roberto Letona, porte-parole de l'armée a fait savoir le 27 février que le lieutenant Donald Atilio Vasco Perez et deux soldats sont morts, cinq autres membres de la troupe blessés au cours d'un choc armé entre les forces gouvernementales et les insurgés dans le nord-ouest du pays.

Les actions ont eu lieu le 27 dans la juridiction de la municipalité de Chajul, département du Quiché, zone d'opération régulière de l'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP), membre de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG).

#### 20 ACTIONS INSURRECTIONNELLES

Dans un communiqué diffusé par la presse locale le 2 mars, le front "Comandante Javier Tambriz" de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) informe de la réalisation de 20 actions politiques et militaires dans le centre du pays entre le 9 octobre et le 24 janvier passé. Il s'agit de combats, d'embuscades, d'hostilités contre l'armée et de réunions politiques avec les travailleurs et les habitants des départements de Suchitepequez, Solola et Chimaltenango.

### MOUVEMENT POPULAIRE

LA CREATION D'UN SYNDICAT UNIQUE DES TRAVAILLEURS EST PROPOSEE

Plusieurs fédérations syndicales et des syndicats autonomes signalent la nécessité dans le pays d'une centrale unique des travailleurs, afin de parvenir, par l'unité, aux réformes sociales au bénéfice des travailleurs. Cette position a été défendue par des dirigeants syndicaux au cours de la seconde rencontre syndicale organisée le 28 février par l'institut de formation politique "Alberto Fuentes Mohr", social-démocrate.

Selon des représentants des 4 fédérations syndicales, de deux syndicats régionaux et de syndicats du secteur privé, cette union pourrait intervenir dans les prochains jours.

### MENACE DE GREVE

Plus de 25 mille travailleurs municipaux du pays, affiliés à la Fédération Nationale des Travailleurs Municipaux (FENATRAM), pourraient se mettre en grève cette semaine, si le gouvernement ne leur accorde pas d'augmentations de salaire, comme il l'a fait en janvier en ce qui concerne les fonctionnaires d'Etat, a déclaré le 1er mars le dirigeant Edgar Flores.

Une réunion massive aura lieu prochainement à Quezaltenango, où l'on décidera si l'étape suivante consistera en arrêts de travail successifs ou en une grève générale.

### QUE LES COUPABLES SOIENT CHATIES

D'après une déclaration du 1er mars de Manuel Meneses, dirigeant de la Fédération des Syndicats de l'Etat (FSE), le gouvernement du président Cerezo prétend faire endosser au peuple l'énorme dette de l'Institut National d'Electricité (INDE), car, en dernière instance, c'est le peuple qui fera les frais de l'inflation des tarifs des services électriques.

La prétention du gouvernement est "condamnabile" ; il fait preuve de "tolérance et de laxisme" envers les responsables de l'endettement, qui sont les fonctionnaires corrompus des gouvernements précédents au sujet desquels Meneses demandent qu'ils soient jugés.

### SITUATION SOCIALE

#### DES PRODUITS LAITIERS CONTAMINES

94,38% des produits laitiers vendus au Guatemala sont impropres à la consommation humaine, 76% à la consommation animale ; dans les deux cas, la contamination enregistrée exclut ces produits des indices de classification internationale, a déclaré le 24 février Mario Ramirez Lopez, médecin vétérinaire, directeur du département de Santé publique et de médecine préventive de la faculté vétérinaire.

naire et zootechnique de l'Université de San Carlos (USAC). La moitié du lait analysé est coupé avec de l'eau et sans matière grasse ; 2 fromages sur 3 vendus au Guatemala sont contaminés par des matières fécales.

#### DROITS DE L'HOMME

##### LA SOCIAL DEMOCRATIE REFUSE DE PARTICIPER A UNE COMMISSION GOUVERNEMENTALE

D'après une information de la presse locale du 27 février, Hector Vasquez, député du parti socialiste démocratique (PSD), a refusé de participer à la délégation guatémaltèque lors de la XLI assemblée de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, signalant que son parti ne désire pas "défendre la politique erronée des droits de l'homme du gouvernement démocrate-chrétien".

##### LA REPRESSION GOUVERNEMENTALE TOUJOURS EN VIGUEUR

Le 28 février, Nineth de Garcia, présidente du Groupe d'Appui Mutuel (GAM) des proches des disparus, a déclaré que les formules et les mécanismes de répression envers le peuple sont toujours intacts ; on a seulement opéré un changement de façade pour exercer la violence contre les droits de l'homme.

"Nous savons que ceux qui animent aujourd'hui la politique de sécurité nationale au gouvernement, ont joué un rôle néfaste dans le passé ; la violence est "la même ou pire" sous ce gouvernement civil.

##### CINQ PERSONNES TORTUREES ET ASSASSINEES

4 hommes et une femme enceinte ont été torturés et assassinés à l'arme blanche le 25 février dans les terrains de la municipalité de San Cristobal Cucho, dans le département de San Marcos, a fait savoir la presse le 26 février.

Deux des victimes sont : Simeon Emilio Bamaca Perez, 30 ans, et son épouse Rosario Garcia De Bamaca, 35 ans. Ils avaient été enlevés le 21 février par un groupe d'hommes armés alors qu'ils se dirigeaient vers leur domicile en compagnie de 3 autres personnes.

##### UN ETUDIANT ET DEUX MINEURS ENLEVES

Denis Calderos, étudiant de l'université Rafael Landivar (université privée), a été enlevé le 27 février dans un secteur résidentiel du sud de la capitale par un groupe d'hommes armés.

D'autre part, les frères Victor Alfredo et Gustavo Haroldo Vargas, 14 et 13 ans, ont disparu après avoir quitté leur domicile pour le collège protestant de la ville de Zacapa.

REFUGIES

LES REFUGIES NE DOIVENT PAR RENTRER

Dans un communiqué publié dans la presse locale le 2 mars, un groupe de paysans rentrés récemment du Mexique où ils avaient été réfugiés, se sont déclarés bernés par les fausses promesses du gouvernement démocrate-chrétien ; ils recommandent aux réfugiés à l'extérieur de ne pas revenir au Guatemala.

Une note signée par Marcelino Ixcolin et Carmelo Puac, au nom des réfugiés récemment rentrés, signale que, contrairement aux promesses du gouvernement Cerezo, les paysans n'ont trouvé que des conditions précaires d'alimentation, de sécurité et d'éducation.

Les paysans sont amenés par les militaires dans une caserne où, sous la menace, on les oblige à signer l'amnistie décrétée par le gouvernement, même s'ils n'ont pas été liés à la guérilla.

LES REFUGIES : NOUS NE CROYONS PAS AUX PROMESSES DU GOUVERNEMENT

"Tant que les responsables des tueries de nos proches ne seront pas châtiés, nous ne croirons pas au dialogue", ont déclaré des dizaines de réfugiés à une commission du gouvernement guatémaltèque. D'après une information de la présidente du GAM, la commission, conduite par Miguel Von Hoegen, vice-ministre du développement urbain et rural était arrivée le 2 mars au camp situé dans l'état mexicain de Quintana Roo.

Lors de la réunion, qualifiée de "tendue", les réfugiés ont demandé la restitution de leurs terres ainsi que les garanties de fait et de droit au sujet de leur intégrité physique.

La visite de la commission guatémaltèque fait partie d'une campagne du ministère des Relations Extérieures en faveur du retour d'environ 46 mille réfugiés sur le territoire mexicain, dans le cadre des actions de la Commission spéciale d'aides aux rapatriés (CEAR).